

Renouvellement des cotisations IHS 2024

Ne prenons pas de retard. Nous devons assurer au plus vite le nombre d'adhérents es pour progresser en 2024. A ce jour 35 adhérents es 2023 n'ont pas renouvelé leur adhésion en 2024. Nous vous invitons à faire le nécessaire.

Extrait de l'intervention de l'IHS CGT Bretagne au cours de la conférence régionale CGT des 27,28 juin à Guidel :

« Bien que des camarades interviendrons vraisemblablement sur la situation présente, je souhaite tout de même m'exprimer, car on ne peut se projeter dans l'avenir que par une connaissance du passé. A nouveau, comme dans les années 30, le capital, les grands patrons utilisent l'extrême droite pour préserver leur pouvoir.

Le Rassemblement National est bien l'héritier du Front National de Le Pen, l'héritier de l'OAS, des anciens nostalgiques de Vichy, des admirateurs de Pétain, l'héritier des chemises brunes de 1934 et de notre opposition aux manifestants qui voulaient envahir l'Assemblée Nationale pour fomenter un coup d'état.

Nous pensons à ces luttes qui ont construit la France depuis 1789, aux combats de la Résistance contre l'occupant, au programme du Conseil National de la Résistance, au mouvement de 1968, aux grèves qui ont marqué ces dernières années pour faire avancer la démocratie, les conquies sociaux et réduire les inégalités.

Avec le Rassemblement National, l'histoire le montre, nous savons que la République, la démocratie et les libertés sont en danger et qu'elles n'en ont rien à attendre. En Italie, au Portugal, en Grèce, en Espagne, en Allemagne, au Chili..., les fascistes ont laissé de tristes souvenirs. »

Faire front !...

Vouée à l'étude de l'histoire du syndicalisme et du mouvement ouvrier, et plus largement de l'histoire sociale, notre institut est une association dont les membres ont à cœur de défendre, dans le présent, les principes de notre République (indivisible, laïque, démocratique et sociale) aujourd'hui attaqués comme lors des heures les plus sombres de l'histoire de notre pays. Depuis les années 1870, de l'aventure boulangiste à la collaboration du régime de Vichy, en passant par la haine du capitaine Dreyfus et le coup de force des ligues le 6 février 1934, la République a toujours été la cible des poussées de l'extrême droite. Au lendemain du premier tour des élections législatives anticipées après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République, et où l'arrivée au pouvoir par les urnes de l'extrême droite apparaît comme un danger imminent, nous appelons à se mobiliser massivement lors du second tour le dimanche 7 juillet prochain pour faire barrage à l'extrême droite et porter la voix de la démocratie, de la justice sociale et environnementale, de la solidarité. Face au camp national-autoritaire, xénophobe, raciste et antisémite, nous affirmons notre attachement à une vision social-humanitaire de la République, laïque, universaliste et émancipatrice. Dans notre département, nous affirmons notre soutien aux candidates et candidats des gauches unies sous la bannière du « Nouveau Front populaire » dans leur objectif de défendre les libertés démocratiques et d'améliorer les conditions d'existence et de travail de toutes les femmes et de tous les hommes qui vivent sur notre territoire. Si l'histoire ne se répète jamais, souvenons-nous du Front populaire et de son héritage : il s'inscrit dans la lignée des grands moments de mobilisation sociale qui ont changé la vie des classes populaires de notre pays. L'union de la Marseillaise et de l'Internationale, comme celle du drapeau tricolore et du drapeau rouge, a marqué un véritable tournant dans l'histoire des gauches françaises. Il a permis de repousser la menace de l'extrême droite galvanisée par ses ligues factieuses. Dans son histoire, la CGT a toujours mené le combat antifasciste et elle poursuivra la lutte. De 1936 à 2024, hier comme aujourd'hui, faire front pour la République et la démocratie est une impérieuse nécessité !

Battre l'Extrême Droite pour gagner le progrès social et environnemental

Ce dimanche 30 juin, l'Extrême Droite est arrivée en tête dans 297 circonscriptions et elle peut se maintenir au 2ème tour dans 485 circonscriptions.

L'Extrême Droite peut donc, le 7 juillet prochain, pour la première fois depuis le régime

pétainiste, accéder au pouvoir par les urnes. Emmanuel Macron porte une **lourde responsabilité** sur cette situation catastrophique pour notre pays.

L'Extrême Droite est un poison mortel pour notre République, notre démocratie et pour les travailleuses et les travailleurs.

Jamais la CGT ne mettra dos à dos l'Extrême Droite avec une quelconque autre force politique. **L'Extrême Droite est raciste, antisémite, islamophobe, sexiste, homophobe et violente.** Si elle arrive au pouvoir, elle instaurera une société **ségrégationniste**, elle s'attaquera à tous les **contre-pouvoirs**, à la liberté de la **presse**, à l'**indépendance de la justice**, des **organisations syndicales** et de la société civile.

Elle porte un projet qui **amplifierait la régression sociale** d'Emmanuel Macron avec de nouveaux **cadeaux pour les plus riches et les grandes entreprises.**

Le programme du Rassemblement National prévoit aussi une **nouvelle cure d'austérité pour les services publics**, le **maintien de la réforme des retraites** et **aucune augmentation de salaire ni de pension.**

De quoi satisfaire pleinement le patronat qui, pour éviter les mesures de justice sociale, n'hésite pas à dénigrer en priorité le programme du Nouveau Front Populaire.

Le parti d'Emmanuel Macron est sévèrement sanctionné du fait de sa politique antisociale violente. Avec seulement 20% des voix, il n'est plus en capacité d'obtenir une majorité au 2ème tour. Le Nouveau Front Populaire réalise 28% des voix et est en tête dans 158 circonscriptions, 2ème dans 157. Il est donc en situation d'être l'alternative républicaine au Rassemblement National et pour mettre enfin le progrès social à l'ordre du jour.

La CGT réaffirme son appel à voter pour le programme du Nouveau Front Populaire.

La CGT appelle solennellement toutes les forces politiques républicaines à **prendre leurs responsabilités**, à ne pas se maintenir sur des triangulaires qui assureraient la victoire de l'Extrême Droite et à appeler à faire **barrage au Rassemblement National.**

En 2002, en 2017 et en 2022, l'Extrême Droite a déjà menacé de prendre le pouvoir et en a été empêchée **grâce à la responsabilité des organisations syndicales et de la société civile et au vote des électeurs et électrices de Gauche.** Ceux qui veulent trier entre les candidat·es du Nouveau Front populaire seront **complices** de l'Extrême Droite qui, pour la première fois, peut obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

La CGT appelle les salarié·es, les retraité·es et les privé·es d'emploi ainsi que la jeunesse à voter pour battre le RN et ses alliés pour qu'il ait le moins de députés possible.

Pour que le monde du travail vote contre le Rassemblement National, ses exigences sociales doivent être entendues. La décision de Gabriel Attal de non-publication du décret réformant l'assurance chômage est une **première victoire.**

La CGT appelle l'ensemble des candidat·es républicains à s'engager à abroger la réforme

des retraites, à renoncer définitivement à celle de l'assurance chômage et de la fonction publique, à prendre des mesures pour augmenter les salaires, les pensions et minima sociaux, à garantir un investissement massif dans nos services publics.

Dans ce terrible moment, luttons partout contre le poison de la division. La CGT appelle les travailleuses, travailleurs, retraité·es et privé·es d'emploi à se syndiquer.

La CGT travaillera, en intersyndicale et avec la société civile, à proposer des initiatives de mobilisations pour que ce second tour se tienne sous pression populaire et que les revendications sociales soient enfin entendues.

Rien n'est écrit. La CGT mettra tout en œuvre pour empêcher le pire et gagner le progrès social et environnemental. Par la mobilisation dans la rue et dans les urnes, le monde du travail peut et doit gagner !

Déclaration du Comité Confédéral nationale de la CGT le 01/07/2024

